

10 Débats

Abus sexuels commis par les soldats de l'ONU: continuer le combat

OPINION Le consensus est à peu près absolu sur la nécessité de prévenir les abus sexuels contre les enfants. Pour s'en convaincre, observons l'indignation et la colère populaires, lorsque des affaires de pédophilie éclatent avec une régularité météorologique en Suisse, comme dans les pays voisins.

En fait, la réaction sociale, que certains médias amplifient, est souvent bien moins un élan d'empathie envers les victimes qu'une fureur envers les diables modernes que sont les abusés d'enfants.

Le soufflé retombe ensuite bien vite jusqu'à l'affaire de pédophilie suivante et c'est à peine si les spécialistes auront pu glisser dans le débat que la prévention souffre d'un manque chronique de res-

sources humaines et financières et, dès lors, peine à atteindre les nombreux enfants (une fille sur cinq et un garçon sur dix) qui continuent à être sexuellement abusés, dans un silence assourdissant, par des personnes de confiance, dans leur entourage familial proche ou élargi, dans leurs activités récréatives et sportives, et dans tous les lieux de vie que fréquentent les enfants.

Un phénomène similaire agite actuellement l'ONU qui est confrontée à des allégations d'abus sexuels nombreux et répétés, commis par des troupes de maintien de la paix déployées en République centrafricaine ou dans d'autres zones où les conflits font rage. Dans un premier temps, de telles accusations ont été émises contre des membres des troupes Sangaris composées de soldats français.

Ces dernières semaines, de nouvelles affaires éclatent, alléguant de sévices d'une rare cruauté par des forces de paix, provenant du Gabon et du Burundi, de la Mission intégrée multidimensionnelle de stabilisation des Nations unies en République centrafricaine (Minusca).

Les dernières révélations ne sont que de l'huile sur le feu après un rapport d'enquête accablant à l'égard du système onusien qui, non seulement, n'a pas su intervenir rapidement en faveur des victimes, mais a même, dans une certaine mesure, tenté d'étouffer le scandale.

Aujourd'hui, il faut reconnaître que M. Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU, s'est mobilisé avec une énergie authentique, ce qui tranche avec le ronronnement diplomatique habituel de l'institution. On peut le comprendre à la lecture de l'introduction du Rapport d'enquête: «Lorsque des forces de maintien de la paix exploitent la vulnérabilité des personnes qu'ils ont pour mission de protéger, il s'agit d'une rupture fondamentale de la confiance. Lorsque la communauté internationale faillit dans la prise en charge des victimes ou que la mise en responsabilité des

auteurs n'est pas réalisée, la trahison est aggravée.» M. Ban Ki-moon multiplie donc les initiatives pour redonner un minimum de crédibilité à l'ONU dans ses opérations de maintien de la paix.

Parmi ces mesures, le secrétaire général a désigné une fonctionnaire chevronnée de l'ONU pour coordonner les efforts de l'organisation pour endiguer ce qu'il a nommé un «cancer». Il a aussi bousculé les mœurs onusiennes en autorisant une politique visant à «désigner et blâmer» (name and shame) les pays dont les troupes commettent des abus sexuels: ainsi, il peut cesser d'effectuer des paiements en faveur des pays fournisseurs de troupes suspectées d'abus.

Et tout récemment, le Conseil de sécurité des Nations unies a approuvé le projet de renvoyer au pays – sans délai – des contingents nationaux entiers dont certains membres sont soupçonnés d'abus, si leurs autorités nationales ne mènent pas des investigations urgentes et sérieuses, à l'attention du secrétaire général.

Ces premiers pas sont aussi importants que nécessaires. Ils devront être complétés par un ensemble d'actes concrets qui attesteront du sérieux de la prise de conscience onusienne sur le long terme.

Il est, par exemple, proposé de mettre en place une équipe de spécialistes multidisciplinaires qui pourrait rapidement mener des investigations lorsque des abus sont allégués. Cette mesure fait écho aux décennies perdues, comme en Suisse, lorsque des investigations d'abus sexuels étaient réalisées par des professionnels non formés, avec la conséquence insoutenable de voir la justice incapable de traiter objectivement des affaires bâclées, voire d'infliger des dommages psychologiques supplémentaires aux enfants victimes.

Mais l'essentiel sera plus difficile à mettre en marche. D'une part, la machine administrative énorme qu'est l'ONU doit s'extirper de l'application bornée des montagnes de règlements concernant l'exploitation sexuelle et les abus qui grippent le système du fait, par exemple, que certains règlements et procédures s'appliquent aux fonctionnaires et pas aux troupes de maintien de la paix.

La première recommandation du rapport d'enquête est donc de considérer que toute allégation d'abus sexuel, quel que soit le statut de la personne suspectée, est une violation des droits humains en zone de conflit et de la traiter avec les mécanismes légaux à disposition. La quasi-impunité des forces de maintien de la paix diminuerait.

D'autre part, et c'est plus délicat, les forces armées mises à disposition de l'ONU ne s'improvisent pas du jour au lendemain agents de maintien de la paix. La sélection et la formation de ces troupes doivent être renforcées

dans tous les pays même lorsque ce type de préparation existe déjà (le mauvais exemple de la France le démontre).

Mais il faut aussi réaliser que la part des troupes occidentales à disposition de l'ONU, bénéficiant de moyens significatifs pour la formation, représente un pourcentage toujours plus faible de l'ensemble des forces de maintien de la paix. Actuellement, les pays de l'Union européenne constituent environ 6% des 100 000 soldats mobilisés, contre 40% il y a vingt ans.

Ce sont les troupes provenant d'Éthiopie, d'Inde, du Bangladesh et du Pakistan qui sont les plus nombreuses et, dans leur très grande majorité, elles accomplissent leurs missions très correctement. Les difficultés sont plutôt à chercher parmi des contingents de pays plus petits qui n'assurent pas la sélection et la formation de base de leurs soldats et qui sont plutôt à la recherche de la manne financière que l'ONU leur octroie.

Surtout, n'oublions pas les enfants victimes. Ils devront bénéficier à l'avenir d'un soutien et d'une protection sans faille (dont la préservation de leur identité), le droit de poursuivre leurs bourreaux et le droit à une indemnisation significative de la part des responsables des troupes qui se comportent comme des sauvages, qu'elles proviennent d'Europe ou d'ailleurs, ou à défaut d'un fonds conséquent de l'ONU.

Le conflit et la guerre engendrent bien des violations, la Suisse en a fait depuis longtemps une cause humanitaire pour en corriger un certain nombre. Mais rien ne justifie les exactions réalisées par des troupes de maintien de la paix. ■

Le seul problème avec les robots, c'est qu'ils ne consomment pas!

LES PIEDS DANS LE PLAT L'initiative en faveur d'un revenu inconditionnel de base (RBI), bien que condamnée à être largement refusée par le peuple, aura eu le mérite d'ouvrir en Suisse un débat important. Elle a fait apparaître l'inquiétude d'une part croissante de la population face à la perspective d'une suppression massive de postes de travail causée par l'utilisation de robots de plus en plus perfectionnés.

Ces inquiétudes sont-elles fondées? Les avis des spécialistes sont partagés: selon une enquête récente, la moitié des 1896 chercheurs consultés pensent que les robots vont détruire de nombreux postes de travail, l'autre moitié étant d'avis que la technologie va créer plus d'emplois qu'elle n'en supprimerait.

Dans l'opinion publique, le point de vue des pessimistes semble aujourd'hui l'emporter. Ce n'est guère surprenant compte tenu de l'augmentation dramatique du chômage dans de nombreux pays après la crise financière. En outre, les études annonçant le pire sont évidemment bien relayées par les médias parce que leurs résultats frappent les esprits. Prenons quelques exemples: en 2013, des chercheurs d'Oxford ont conclu que dans les vingt années à venir 47% des emplois avaient une chance sur deux d'être remplacés par des robots; en France, à la fin 2014, une autre étude prédisait qu'une nouvelle génération de robots allait désormais permettre d'automatiser des tâches dans des secteurs peu touchés jusqu'ici, comme la santé, les transports, la comptabilité, etc. Elle en conclut que 42% des métiers risquent d'être transformés et 3 millions d'emplois qualifiés détruits d'ici à dix ans.

Ces études ont été critiquées. On leur a notamment reproché les hypothèses (ou préjugés) sur lesquelles elles se fondent. C'est le cas notamment dans le domaine de la santé, où les sceptiques jugent très hasardeuse, voire absurde, la croyance en un remplacement du personnel hospitalier par des robots. Autre pomme de discorde: l'impact réel à moyen terme des fameuses «machines apprenantes». La prospective technologique est en effet un exercice risqué et de nombreuses prédictions ne se sont pas réalisées.

L'expérience historique a été appelée à la barre. D'innombrables recherches démontrent qu'à chaque innovation technologique majeure, on a certes constaté une destruction de postes de travail, mais que le nombre d'emplois créés dans d'autres branches d'activité a été nettement plus important. On rappelle qu'en 1980, le grand économiste Alfred Sauvy avait expliqué comment la réduction massive de l'emploi agricole pendant les Trente Glorieuses s'était finalement soldée par une croissance du nombre global d'emplois. C'est la théorie du déversement: la baisse du coût de certains produits par la mécanisation a pour conséquence une augmentation du pouvoir d'achat des ménages, qui transfèrent leur consommation vers d'autres secteurs offrant des biens et services.

Il faut certainement donner crédit à ces arguments, mais non sans quelques bémols. Les révolutions agricoles et industrielles se sont déroulées à un rythme très lent; même ainsi elles ont été parfois très dures pour ceux qui les ont vécues. Surtout, la démonstration de Sauvy concerne une période historique particulière. La consommation d'objets manufacturés était encore très faible à la fin de la Seconde Guerre mondiale, ce qui offrait un important potentiel de croissance. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Pendant les Trente Glorieuses, le rapport de force était favorable aux salariés, qui ont capté à leur profit une bonne partie des gains de productivité. Depuis trente ans, le rapport de force s'est clairement modifié.

Finalement, ce qui fera de la 4e révolution industrielle une avancée ou une calamité, c'est la manière dont ses bénéfices seront répartis. Si les robots remplacent simplement des salariés qualifiés, sans augmentation des salaires, alors l'horizon va s'assombrir et les belles usines de robots vont faire faillite faute de demande. Le problème avec les robots, c'est qu'ils ne consomment pas! ■

DAVID HILER



SUR LE WEB

L'ONU et les enfants abusés

Les institutions onusiennes n'ont pas su réagir aux plaintes d'abus sexuels sur des enfants commis par des soldats français en République centrafricaine, accusaient déjà en janvier nos trois experts, Philip D. Jaffé, professeur à l'Université de Genève, Jean Zermatten, ancien président du Comité des droits de l'enfant à l'ONU, et Benoit Van Keirsbilck, président de Défense des enfants - International. Un article à lire sur *Le Temps*, en suivant le nom des auteurs.

PHILIP D. JAFFÉ PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE (PHILIP.JAFFE@UNIGE.CH)



JEAN ZERMATTEN ANCIEN PRÉSIDENT DU COMITÉ DES DROITS DE L'ENFANT À L'ONU (JEAN.ZERMATTEN@CHILDSDRIGHTS.ORG)



BENOÎT VAN KEIRSBILCK PRÉSIDENT DÉFENSE DES ENFANTS - INTERNATIONAL (BVANKEIRSBILCK@DEFENSEDESENFANTS.BE)



Jeux pour le cerveau: sérieux?

DÉBAT Les gens dépensent d'énormes sommes d'argent pour acheter des jeux qui exerceraient leur cerveau afin d'améliorer leur mémoire. Mais il n'y a pas de preuves scientifiques qui démontrent leurs effets bénéfiques.

Chaque fois que je perds mes clés ou que j'oublie un code PIN, je me fais du souci pour ma mémoire. Je ne suis pas la seule. Des millions d'autres personnes, en particulier les personnes âgées, sont préoccupées par leur mémoire et le développement de la maladie d'Alzheimer.

Dans cette perspective, une nouvelle industrie, très lucrative, a été créée autour de l'inquiétude que suscitent ces petits oublis: c'est ce que les Anglo-Saxons appellent le *brain training* ou le *cognitive training*. Plusieurs entreprises telles que Lumosity, Cogmed, CogniFit, MindSpark, HAPPYneuron, Jungle Memory et BrainHQ ont des programmes informatiques et prétendent que leurs produits peuvent vous rendre plus intelligent et prévenir le déclin cognitif (y compris les maladies du cerveau). Lumosity seul a un million d'abonnés, qui paient 80 millions de francs

par an, et il a été estimé que ces industries de *brain training* valaient environ 1,3 milliard de francs en 2013 et pourraient atteindre 6 milliards d'ici à 2020.

Il est trop tôt pour dire si le «brain training» présente des avantages

La communauté scientifique est révoltée. Septante des principaux psychologues cognitifs et neuroscientifiques du monde entier ont signé une déclaration disant que la recherche scientifique ne soutient pas l'utilisation des «jeux cérébraux» basés sur des logiciels comme moyen d'améliorer la fonction cognitive. Même la Federal Trade Commission aux États-Unis a arrêté la campagne de publicité agressive de Lumosity qui prétendait que ses produits pourraient empêcher ou ralentir la maladie d'Alzheimer. Sa campagne de publicité visait un groupe extrêmement vulnérable: une population vieillis-

sante soucieuse de préserver ses capacités cognitives.

Une chose est sûre. Si vous jouez à un jeu vidéo, vous allez améliorer votre compétence à ce jeu et peut-être à d'autres types de jeux vidéo similaires. Cependant, vous ne serez pas mieux à même d'accomplir des tâches de base comme celles liées à votre efficacité au travail, ou celles de conduire une voiture ou d'emplir votre déclaration d'impôt.

Il est trop tôt pour dire si le *brain training* présente des avantages. Beaucoup plus de recherches sont nécessaires avant que des conclusions définitives puissent être tirées. Jusque-là, gardez votre argent et allez faire une longue marche rapide pour préserver votre mémoire! ■

ANN KATO PROFESSEURE HONORAIRE EN NEUROSCIENCES, FACULTÉ DE MÉDECINE, UNIVERSITÉ DE GENÈVE

